

LE BIEN COMMUN

par Henri DENIS

(dans « Introduction aux problèmes économiques », Bibliothèque du Peuple, collection dirigée par François Perroux, Presses Universitaires de France, 30 avril 1942)

Henri Denis fut, dans la deuxième moitié des années 1960, mon professeur d'Histoire de la pensée économique à l'Université de Paris. D'ailleurs, son « Thémis » faisait autorité en la matière et il a écrit de nombreux autres ouvrages, souvent en relation avec la théorie marxiste. Il a écrit cette Introduction aux problèmes économiques quand il était encore chargé de cours à la Faculté de Droit de Dijon mais il y démontre déjà non seulement ses compétences d'économiste mais aussi sa sensibilité aux aspects sociaux de la vie économique.

J'ai choisi un passage de la dernière partie, la cinquième, portant pour titre un thème très actuel aujourd'hui : « Économie du bien commun ».

Une deuxième conclusion de nos réflexions, c'est qu'une économie où chacun ne se soucie que de son bien-être individuel, manque son but. Le but de l'éco-

nomie est de procurer aux hommes vivant en société les moyens de réaliser non seulement le bien-être, mais le bien, et ce bien n'est pas particulier à chacun d'eux, il est indivisible : c'est ce que l'on veut dire en appelant un *bien commun*.

Ce qui est le bien pour l'homme, tout le monde peut ne pas le concevoir de la même manière. Beaucoup seront d'accord cependant pour affirmer avec nous que c'est ce qui lui permet d'être heureux et par conséquent ce qui développe en lui l'amour de sa tâche et de ses semblables, la faculté de se donner à une œuvre ou à des êtres. Pour cela il faut sans doute que chacun jouisse d'un certain degré de bien-être, mais il faut aussi que l'ordre et la justice soient réalisés, que le milieu du travail et la cité soient débarrassés des vaines querelles, que chacun puisse appeler celui qu'il rencontre son frère, enfin que tous aient le sentiment de contribuer à forger le destin des communautés d'hommes auxquelles ils appartiennent. Cela implique que ces communautés soient dirigées par des chefs assurés de la confiance générale, qui aient le pouvoir d'arbitrer les conflits d'intérêts, de réaliser la justice dans les relations économiques, et qui disposent de moyens puissants pour assurer la défense et le rayonnement de la communauté. Tout cela, évidemment est incompatible avec le libéralisme économique et le capitalisme mais également avec le socialisme qui tue dans l'homme la liberté spirituelle, condition du bonheur.